

Chronique

INTERNATIONALE

Révolution
et "Grand
Moyen-Orient"

Lucien Gauthier

Il y a dix ans, l'administration américaine lançait une initiative d'un « Grand Moyen-Orient » (GMO) rassemblant le Maghreb et le Machrek, « pour encourager le pluralisme politique, l'ouverture économique et la croissance de la société civile », disait, en 2005, la secrétaire d'Etat américaine, Condoleezza Rice. Il s'agissait, au nom du GMO, de remettre en cause les barrières douanières, d'organiser la déréglementation, la privatisation et l'intégration à un dispositif militaire commun sous contrôle américain. Revenu dans le camp des Etats-Unis depuis le 11 septembre 2001, Kadhafi proposait dans ce cadre la création d'un Targuistan (le pays des Touaregs) découpant les pays du Sahara, du Sahel, dont l'Algérie..., c'est-à-dire les régions où se trouvent le pétrole, l'uranium et l'or. Le président syrien procédait à des réformes économiques, ouvrant le pays aux « investissements étrangers ». Mubarak faisait de même en Egypte. Quant à Ben Ali, il accueillait à Tunis l'installation de l'« Institut pour la démocratie dans le monde arabe » décidé par les Américains.

Et le peuple tunisien est descendu dans la rue... Pris par surprise par la mobilisation des masses tunisiennes et égyptiennes, l'administration américaine et ses alliés européens ne pouvaient réagir que par la violence : la guerre en Libye, la dislocation et les affrontements au Moyen-Orient. Le « gouvernement » tunisien cherche à utiliser les incidents provoqués par les milices de l'ex-RCD pour, au nom de l'ordre, interdire les grèves et les manifestations. Il a également décidé de reporter les élections à la Constituante, et, avec le concours d'un certain nombre de partis, cherche à faire une campagne électorale où s'affronteront une multitude de partis sur des « programmes », afin de détourner les masses ouvrières et paysannes de la seule question qu'elles posent depuis le début de la révolution : « Du pain, de l'eau ! », contradictoire avec l'inféodation au FMI et à l'Union européenne. Les apparences sont trompeuses. Une révolution n'est pas une grande ligne droite. Sans l'avoir voulu, le procès de Ben Ali vient symboliquement clore une première étape de la révolution. Pour le droit au travail, la jeunesse et les travailleurs vont se diriger maintenant directement vers l'actuel gouvernement aux ordres de l'impérialisme pour lui opposer les exigences de la révolution. Une deuxième étape de la révolution va s'ouvrir.

L'événement



Manifestation, le 9 mars 2011, devant le Palais de justice de Tunis, fêtant le jugement de dissolution du RCD, le parti du dictateur en fuite Ben Ali.

Tunisie “Quelle gloire de condamner Ben Ali si le système demeure intouchable ?”

Un tribunal tunisien juge Ben Ali pour corruption. En organisant une mascarade de procès, le gouvernement cherche à préserver le régime.

Correspondant

Le tribunal de première instance de Tunis a condamné par contumace, le lundi 20 juin, le président déchu, Ben Ali, et son épouse à 35 ans de prison. Sur les 93 chefs d'accusation portés à son égard, le tribunal a, entre autres, statué sur la possession illégale d'argent, de bijoux, d'œuvres archéologiques, et aussi sur la détention d'armes et de drogues. C'est la première fois qu'un dirigeant maghrébin est jugé par la justice de son propre pays, nous dit-on. Alors que les médias se félicitent de ce triomphe, l'amertume était partagée par tout le peuple tunisien. Certes, ce n'est que le premier procès, au cours duquel le tribunal n'a statué que sur des affaires de corruption. Sur les 93 chefs d'accusation, et bien que l'accusation de meurtre prémédité soit présente, il n'y a aucune trace de la « haute trahison ». Ce n'est pas pour voir Ben Ali et sa bande jugés pour corruption que des centaines sont morts en affrontant les balles ! En plus de l'amertume, la déception fait rage. Ce dictateur virulent que le peuple a obligé à fuir, ses secrets resteront à jamais prisonniers des classeurs militaires et le peuple n'aura pas droit d'accéder à la vérité. Déferé devant le tribunal militaire, Ben Ali pourra bénéficier du statut spécial de ce tribunal. Vu ce statut spécial, les conventions et le droit international lui donneront une protection contre toute demande d'extradition. Longtemps réclamé et at-

tendu, le procès de Ben Ali était dépourvu de tout enthousiasme et sa condamnation n'a fait éclater aucune joie. Il y avait quelques avocats devant le Palais de justice pour dénoncer cette mascarade. Quelle gloire de condamner Ben Ali, sa femme et même son entourage si le système demeure intouchable ? La campagne de diabolisation du dictateur n'excite plus le peuple tunisien. Le peuple veut les vrais coupables, les vrais responsables du chômage, de la pauvreté, de la dictature et de l'exploitation. Quel intérêt de condamner Ben Ali si son système est toujours en vigueur ? Ce n'est un secret pour personne que cette « comédie » — dit-on ici — ne vise qu'à apaiser les esprits. Pour le gouvernement Caïd Essebsi, tous les moyens sont bons pour esquiver la situation de la Tunisie d'après le 14 janvier. Les occupations gagnent tous les secteurs de l'économie. Les grèves des cheminots (à Tunis), des travailleurs du transport (dans toutes les régions), des travailleurs du tourisme (à Sousse), des employés des télécoms (à l'échelle nationale), des fonctionnaires (dans plusieurs secteurs), des employés agricoles se sont succédé encore la semaine dernière. Face à ces problèmes, le gouvernement Caïd Essebsi n'a cherché de réponse qu'auprès du G 8, de la Banque mondiale et du FMI. Dans une telle situation, un procès aussi médiocre ne peut amuser la galerie. Bien au contraire, il apporte la preuve que les forces de la contre-révolution veulent garder le même système sans Ben Ali. ■

“La campagne de diabolisation du dictateur n'excite plus le peuple tunisien. Le peuple veut les vrais coupables, les vrais responsables du chômage, de la pauvreté, de la dictature et de l'exploitation”

ABONNEMENTS D'ÉTÉ À IO

Algérie, Tunisie, Maroc, Libye, Egypte, Syrie, Liban, Palestine, Iran, Irak, Etats du Golfe... Cet été, dans le quatre-pages inséré dans *Informations ouvrières*, du 6 juillet au 7 septembre, chaque semaine, une page présentant un pays, sa population, son histoire, les faits essentiels à savoir. **ABONNEZ-VOUS** (Page 16)

TUNISIE

Malgré l'interdiction du gouvernement, les grèves se multiplient

Correspondant

Dans toutes les régions du pays, les grèves, les manifestations, les mobilisations et l'occupation d'administrations et de préfectures continuent. Elles répondent de la façon la plus claire aux menaces du Premier ministre, Caïd Essebsi, qui annonçait, il y a à peine une semaine, qu'il fallait que soient interdites les grèves et les manifestations. Propos lourds de sens dans la bouche d'un Premier ministre qui voudrait, « au nom de la révolution et de la sauvegarde des acquis de la révolution », rétablir le cadre de la dictature. Annoncer l'interdiction des grèves, c'est annoncer que ce pour quoi le peuple tunisien s'est dressé comme un seul homme n'avait plus de place : le droit à la dignité, à la liberté, au travail.

Depuis samedi 18 juin, les cheminots sont entrés en grève illimitée pour réclamer la modification des règlements des congés annuels et l'élection de leurs délégués, afin d'assainir leur représentation de toutes les figures du RCD. A Tataouine, dans le sud du pays, les chômeurs occupent la préfecture et réclament le droit au travail, notamment dans les sociétés pétrolières.

A Hammat Gabès, toute la ville est en grève générale et réclame la poursuite des assas-

sins des militants tués aux premiers jours de la révolution. A Kasserine, une grande manifestation devant la préfecture réclame la destitution du gouverneur, totalement inopérant face au chômage endémique que connaît la région.

Le 13 juin, les douaniers, à l'appel de l'instance provisoire de leur syndicat en cours de constitution, sont entrés en grève, grève déclarée « illégale et de nature à porter préjudice à l'économie du pays » par le ministre des Finances.

Comment peut faire un gouvernement qui continue dans la voie de l'enchaînement à l'impérialisme et de l'alourdissement de la dette du pays pour régler l'une des principales revendications de la révolution : l'emploi ? Aujourd'hui, le taux de chômage des diplômés de l'enseignement supérieur est de 30 % (48 % à Sidi Bouzid, 40 % au Kef) et l'offre d'emploi est en recul de plus de 65 % par rapport à 2010. La mobilisation des travailleurs et des jeunes, avec leur organisation syndicale, l'UGTT, indique la seule voie pour le rétablissement de la souveraineté nationale et l'indépendance économique du pays : la nationalisation des biens de la nation et l'annulation des accords d'association avec l'Union européenne, qui ont bradé une grande partie des entreprises publiques du pays. ■

ÉGYPTE

L'armée tente en vain d'arrêter la grève des travailleurs de l'Autorité du canal de Suez



Les travailleurs de l'Autorité du canal de Suez en grève depuis le 13 juin 2011.

Correspondant

Leur grève, en février 2011, a pesé lourd dans la pression populaire qui a conduit à la chute de Moubarak et aux développements qui ont suivi. Malgré la loi qui interdit et criminalise les grèves et les manifestations, les travailleurs de l'Autorité du canal de Suez se sont remis en grève le 13 juin. L'armée est intervenue. Dimanche 19 juin, à Suez, elle a tiré en l'air avec des balles réelles. « L'armée a voulu nous obliger à procéder aux opérations nécessaires pour qu'un tanker pétrolier poursuive sa route. Pour qu'on arrête notre grève, raconte Nasser Othman, trésorier du syndicat de la compagnie. Ils n'y sont pas parvenus. »

La veille, samedi, à Ismaïlia, un officier a tiré des coups de feu en l'air pour empêcher des centaines de grévistes d'envahir le bâtiment de l'administration de l'Autorité du canal de Suez et tenter de les disperser.

Les travailleurs de l'Autorité du canal de Suez sont au nombre de 8 600. Répartis dans sept compagnies implantées à Suez, Ismaïlia et Port-Saïd, ils relèvent du secteur public. Un accord sur les conditions de salaires avait été signé, le 19 avril 2011, entre le ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration, Ahmed El-Borai, et le P-DG de l'Autorité du canal, dont les travailleurs ré-

clament d'ailleurs la démission. Les mesures étaient censées entrer en vigueur le 1^{er} juin. Comme il n'en a rien été, les travailleurs ont décidé de reprendre la grève, deux semaines après la date supposée de leur application. Ils avaient suspendu leur grève quelques semaines plus tôt.

L'accord portait sur l'intégration de 40 % des primes dans le salaire de base et 7 % de hausse des salaires avec un minimum de 1,5 livres (0,18 euros) et un maximum de 6,5 livres (0,77 euros). Moins que le prix d'un litre d'essence ! La seule chose qu'ils aient eue, c'est une augmentation de 2 livres (0,24 euros) de leur indemnité de repas. L'accord en prévoyait 4 (0,48 euros).

De très grandes disparités subsistent entre les agents des différentes compagnies. « Des collègues qui font exactement le même travail ont vu leur prime passer de 50 à 100 livres (6 à 12 euros) et ont un salaire trois fois plus élevé que le nôtre. Qu'est-ce qui peut justifier cela ? », demande Mohamed Hagag, le responsable du syndicat de la Compagnie des ports du canal, la plus importante d'entre elles, avec ses 2 000 travailleurs. Pour mettre fin à cette injustice, il faut une modification légale. Le Premier ministre et le gouvernement ne s'en soucient guère. Une délégation des travailleurs des sept compagnies rencontrait le ministre du Travail, dimanche 19 juin, avec leurs revendications. ■

SYRIE

“Nous devons nous habituer à une Syrie instable” (Un diplomate israélien)

Depuis des semaines, la répression a provoqué la mort de 1 400 personnes.



Réfugiés syriens contraints à la fuite, en Turquie, près de la frontière syrienne.

Marguerite Leuwen

Le président syrien vient d'annoncer qu'il allait procéder à des « réformes », notamment constitutionnelles. Depuis de nombreuses semaines, l'armée et les forces de répression du régime répriment féroce les manifestants. Selon la presse, ce sont plus de 1 400 personnes qui auraient été tuées. 10 000 Syriens se seraient réfugiés en Turquie.

Pour le ministre des Affaires étrangères français, Alain Juppé : « Certains considèrent qu'il est encore temps pour lui d'engager des réformes. Pour ma part, j'en doute, je crois que le point de non-retour a été atteint. »

Le quotidien libanais *L'Orient-Le Jour*, daté du 15 juin, note : « A la différence du dossier libyen, "la Ligue arabe n'a pas pris position" sur la Syrie et la peur de l'instabilité est aussi moteur de divisions, relève-t-on de sources diplomatiques. "Un changement de régime provoquerait-il une guerre civile dans ce pays ? Si la réponse est oui, alors ne faisons rien", ajoute-t-on de mêmes sources. »

Un porte-parole de la Maison-Blanche, Victoria Nuland, avait déclaré, avant le discours de Bachar el-Assad, que Barack Obama aurait téléphoné au président Assad « pour qu'il initie les réformes ou qu'il quitte le pouvoir ». Et, elle ajoute : « Nous avons commencé à prendre contact avec les Syriens qui appellent au changement, qu'ils soient à l'extérieur ou en Syrie. »

Le président Assad, dans son discours, a dénoncé un complot et des manipulations étrangères dans la situation en Syrie.

S'il est évident que des services étrangers manipulent certains en Syrie et provoquent des incidents, ce n'est pas la raison de la mise en mouvement de dizaines de milliers de Syriens dans la rue. Les mosaïques de populations (chiïtes, sunnites, Alaouites, chrétiens, Druzes, Kurdes...) qui vivent en Syrie permettent à certains de chercher

à opposer les uns aux autres dans une guerre civile. En même temps, dans d'autres villes, la population manifeste aux cris de « Tous Syriens », s'opposant à la dislocation ethnique.

L'une des causes de cette situation est à chercher dans les réformes que Bachar el-Assad avait mises en œuvre à partir de 2001 sous la pression du FMI et des Etats-Unis : privatisations, déréglementation. Les conséquences ne se sont pas fait attendre. Depuis cette date, les prix de l'énergie, des produits alimentaires ont augmenté considérablement. Avec la libéralisation et la levée du protectionnisme douanier, la Syrie a été envahie de produits manufacturés étrangers qui ont conduit nombre de petites entreprises syriennes à la faillite et au chômage pour la population.

“Le Bachar el-Assad que nous avons connu n'est plus”

Et c'est cette situation qui voit les grandes puissances, hier alliées de Bachar el-Assad — car il jouait un rôle clé pour l'ordre et la stabilité dans la région — prendre aujourd'hui leurs distances. La révolution en Tunisie, le processus révolutionnaire en Egypte ont surpris les grandes puissances, qui cherchent désespérément à maintenir les régimes en les « rénovant », la chute de Moubarak devant permettre de maintenir le régime militaire en Egypte. Face à ces processus révolutionnaires des peuples, la réponse des grandes puissances a été l'intervention militaire en Libye, ouvrant une crise dislocatrice dans la région.

C'est un responsable israélien qui déclare au quotidien *Le Monde* (21 juin) : « Le Bachar el-Assad que nous avons connu n'est plus. Ses jours sont probablement comptés. La Syrie a profondément changé, son régime est durablement affaibli et il sera encore plus dépendant de l'Iran. Nous devons nous habituer à une Syrie instable, une instabilité qui est désormais la règle au Moyen-Orient. » ■

LIBYE

L'Otan reconnaît avoir tué des civils

L'intensification des bombardements provoque de véritables massacres.

Correspondant

L'Otan, qui avait annoncé une intensification des bombardements, a été obligée de reconnaître avoir touché un quartier et tué et blessé des civils.

L'Otan a dû reconnaître également avoir bombardé « par erreur » une « milice des rebelles », alliés de l'Otan.

Pendant ce temps, de nombreux responsables gouvernementaux dénoncent l'enlisement du conflit. La Norvège a annoncé son retrait le 1^{er} août. L'Italie l'envisage sous trois mois. Les avions danois n'interviennent plus, car ils sont en panne de munitions. Des chefs militaires

anglais et français, dont les troupes assurent plus de la moitié des opérations, mettent en garde contre une durée trop importante du conflit du fait des ressources humaines et techniques limitées dont ils disposent après les coupes budgétaires faites dans les deux pays.

Mais malgré ces coupes, des milliards d'euros sont dépensés dans des bombardements qui massacrent des citoyens libyens, au moment où, en France, au nom de la réduction des déficits publics, on détruit des dizaines de milliers d'emplois. La seule solution conforme au droit des peuples libyen et français, c'est l'arrêt des bombardements, le retrait des troupes. ■

1 million d'euros par jour pour la Libye, 1 milliard pour l'Afghanistan : voilà, selon Le Parisien, le coût de la guerre pour la France

ITALIE

Au lendemain du référendum qui a vu une nouvelle défaite cuisante de Berlusconi



“Un magma brûlant”

Lu dans l'éditorial de *Tribuna libera* (édité par les partisans italiens de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples)

Lorenzo Varaldo

Même un journal comme *La Stampa* ne peut cacher le sens du vote du référendum : « (Les Italiens) n'ont pas voté seulement en réponse aux questions posées (eau, nucléaire, immunité du Premier ministre), mais pour envoyer un message fort et clair au gouvernement (...). Le vote d'hier montre que la rupture (entre le gouvernement) et le cœur du pays est toujours plus béante. »

En d'autres termes, après les récentes élections municipales, les travailleurs et la population se sont emparés d'un autre moyen à leur disposition pour rejeter la politique du gouvernement imposée par l'Union européenne au nom du « paiement de la dette » et de la « concurrence libre et non faussée ».

Sur le terrain du référendum comme sur terrain électoral, les travailleurs ont manifesté la même volonté que celle dont les ouvriers de Fincantieri ont fait preuve sur le terrain de la lutte, en forçant le gouvernement à céder (nous reviendrons sur cet important mouvement de lutte de classe — NDT).

La Stampa poursuit : « Qui a vaincu ? Une rage et un espoir indéfinis... Mais alors que parmi les vaincus il y a des leaders, parmi les vainqueurs, même pas un. »

La raison en est vite trouvée : les leaders du PRC, du PdCI et de Sinistra Critica (tous les partis de « gauche » et de « gauche de la gauche » — NDT) sont ceux-là mêmes qui avaient entamé les privatisations, y compris celle de l'eau ! Non seulement ils ne sont pas les « leaders » de cette « rage » et de cet « espoir », mais, à l'inverse, ils continuent d'en constituer l'obstacle. Par exemple, Bersani (leader social-démocrate), après avoir réclamé « des élections tout de suite », a vite fait comprendre qu'il serait cependant disponible pour « une opposition souple sur la question du budget ». Tous, ils soutiennent l'Union européenne, qui nous a imposé la première privatisation de l'eau et qui aujourd'hui impose de payer la « dette ».

« Ce mouvement est un magma brûlant qui se condensera dans quelque chose d'inédit ou d'ancien, mais seulement à condition de rencontrer quelqu'un capable de lui donner un débouché. »

CHINE

Grèves et manifestations se multiplient partout

Dans quel contexte s'inscrivent ces explosions de colère populaire et cette tension sociale ?

Une jeune femme, enceinte, cherche à vendre quelques marchandises sur le trottoir, à la porte d'un supermarché. Des agents de la police municipale l'interpellent, la harcèlent et la jettent brutalement à terre.

Cela se passait à Zengcheng, dans la province de Guandong, près de Canton — grande région industrielle et d'exportation —, où sont implantées nombre de multinationales profitant des bas salaires versés aux travailleurs migrants. Zengcheng est d'ailleurs baptisée la « capitale du blue-jean ». Dès que cet acte de brutalité est connu, une première manifestation éclate. Pendant trois jours, les manifestations se succèdent, rassemblant des milliers de travailleurs qui s'en prennent aux bâtiments officiels et aux véhicules de police. Des renforts massifs envahissent littéralement la ville. « L'ordre est rétabli », mais la situation reste très tendue...

Quelques jours auparavant, c'est une autre ville du Guandong, Chozhun, qui a été le théâtre de violentes manifestations. Pourquoi ? Parce qu'un jeune ouvrier migrant, travaillant comme céramiste, était allé réclamer deux mois de salaires impayés. À l'appel du patron, des nervis avaient gravement blessé le jeune homme à coups de couteau...

Quasi-état de siège

multiples sont les incidents de ce type. Ainsi, *La Lettre d'information de la Commission d'Enquête Chine* (numéro du 15 juin) signale (1) : « A Lichuan, dans la province du Hubei, c'est un quasi-état de siège qui a été instauré un temps avec déploiement de camions et blindés militaires pour mettre fin, le 9 juin, aux manifestations de milliers de citoyens qui voulaient la vérité sur la mort d'un de leurs députés, le 4 juin, dans les locaux de la police. Ils soupçonnent les policiers de l'avoir tabassé à mort parce qu'il avait dénoncé la corruption des dirigeants municipaux. »

Dans quel contexte s'inscrivent ces explosions de colère populaire et cette tension sociale généralisée ? Le gouvernement chinois — qui se confond avec la direction du Parti communiste chinois, parti unique détenant le monopole du pouvoir et de la représentation politique — a mené une politique dite « d'ouverture » faisant de la Chine la terre d'accueil privilégiée des investissements directs étrangers et des « délocalisations ».

Cela au détriment des masses ouvrières, dont les bas salaires maintenus par l'oppression bureaucratique, le déni des droits d'organisation, de négociation et de grève étaient la condition de la présence des multinationales, et en menaçant les fondements mêmes de ce qui avait été établi par la révolution de 1949. Liqui-



Manifestants face à la police, en Chine.

dation d'entreprises publiques, licenciements massifs de travailleurs des entreprises d'Etat, accompagnés d'une frénésie spéculative et d'une corruption effrénée accumulaient les facteurs d'explosion.

Un seul chiffre : selon une étude de la Banque centrale chinoise, des responsables corrompus ont détourné plus de 87 milliards d'euros en moins de vingt ans.

Ce déferlement de mesures anti-ouvrières s'est heurté à une résistance acharnée des travailleurs chinois, résistance qui s'est maintenue malgré la répression, mais fragmentée, éclatée...

La couche dirigeante se rassurait et rassurait les investisseurs en ex- pliquant qu'elle disposait d'une réserve inépuisable de travailleurs à bon marché : ceux qui venaient des campagnes (150 millions en quelques années), ceux que l'on qualifie de « migrants » — bien qu'ils soient Chinois —, mais qui sont privés de tout droit, de toute protection sociale, et qui sont livrés aux multinationales.

La grève des travailleurs de Honda, à Foshan, l'été dernier, a été un « grand

événement », comme l'a dit Cai Chongguo, l'un des animateurs du *China Labour Bulletin* (2).

Les jeunes travailleurs migrants ont fait grève, ils ont établi leurs revendications, élu leurs représentants, négocié et obtenu des augmentations de salaires.

Ces jeunes travailleurs migrants ont été à l'avant-garde de toute la classe ouvrière chinoise dans son combat pour conquérir le droit de désigner ses propres représentants, d'assurer

l'indépendance de ses organisations syndicales à l'égard de l'Etat comme des multinationales. Ils ont montré dans les faits, comment, par son action, la classe ouvrière chinoise établissait son unité. Leur mouvement a eu des conséquences considérables, exerçant une pression énorme sur le gouvernement.

Course de vitesse

Il n'y a pas que le gouvernement chinois qui s'inquiète.

La presse internationale fait écho aux craintes croissantes dans les sommets mondiaux du capitalisme.

Le quotidien financier britannique *Financial Times* (20 juin) écrit : « *Le fait que les protestations locales puissent être en train de se forger une cohérence nationale est profondément menaçant pour le Parti communiste chinois (...). La répression peut fonctionner pour un temps, mais la Chine risque une explosion.* »

« *C'est la fin du travail bon marché en Chine* », titre la revue américaine *Time*. Prise littéralement, cette formule ne rend pas compte de la réalité : c'est précisément contre les bas salaires que se dressent les travailleurs. C'est bien cela qui fait peur tant au gouvernement chinois qu'aux multinationales et aux sommets du capital financier.

Un universitaire chinois écrit : « *On assiste à une course de vitesse entre la réforme et la révolution en Chine aujourd'hui, qui ressemble à la situation de la dynastie Qing, où le gouvernement — qui voulait une modernisation de l'économie, mais rechignait à céder aux aspirations du public à la démocratie constitutionnelle — fut renversé par la révolution de 1911. Aujourd'hui, des signes indiquent que la "défense de ses droits" par la population et "la préservation de la stabilité" par le gouvernement approchent du fond de l'impasse.* »

(1) *La Lettre d'information* est publiée deux fois par mois (correspondant : Alain Denizo, 25, rue Ledion, 75014 Paris — abonnement annuel : 10 euros).

(2) Voir l'interview de Cai Chongguo dans *Informations ouvrières*, n° 152.

Succès du 17^e Banquet de solidarité avec les travailleurs chinois

Près de 140 participants, parmi lesquels de très nombreux syndicalistes, se sont retrouvés le vendredi 17 juin autour de Cai Chongguo, animateur de la revue *China Labour Bulletin*. Etaient également présent Wei Jinsheng, qui vit en exil après avoir passé dix-sept ans en prison pour son activité en faveur des libertés démocratiques.

La Commission d'enquête contre la répression en Chine, qui est à l'origine de ces initiatives qui se déroulent avec régularité depuis vingt ans, a rendu publique à cette occasion une lettre adressée aux travailleurs chinois qui circulera dans ce pays. Cette lettre souligne que la mobilisation au grand jour de la classe ouvrière chinoise sera un encouragement pour tous les travailleurs du monde.

KAZAKHSTAN

Soulèvements ouvriers dans l'Ouest du pays



Si l'ancienne République soviétique du Kazakhstan (la plus grande des républiques d'Asie centrale) est riche en minerais divers, et notamment en uranium, les hydrocarbures représentent plus de la moitié de ses exportations et de son budget, et... la principale source d'enrichissement du clan du président Nazarbaev. Ce dernier était, jusqu'en 1991, premier secrétaire du Parti communiste kazakh, et est devenu président « démocrate » du Kazakhstan depuis 1991.

KazMunaiGaz

Depuis 2002, un trust étatique, KazMunaiGaz, dirigé par Timur Kulibayev, gendre du président, regroupe toute la production, la transformation et le transport du gaz et du pétrole. Il dispose de nombreuses filiales, qui peuvent être des sociétés anonymes ou des joint-ventures avec les grandes compagnies pétrolières mondiales. Il y a des gisements dans diverses régions du pays, mais les principaux gisements (terrestres ou offshore) se trouvent autour de la Caspienne (Kazakhstan occidental).

Grève en mars 2010

En mars 2010, 10 000 travailleurs du pétrole avaient fait grève pendant quinze jours, soutenus par la population de Janaouzen. La ville, construite dans les années 1960-1970, est laissée à l'abandon, les riches vivent à Aktau City. La ville a été encerclée par la police et la grève déclarée illégale, mais, finalement, des négociations ont eu lieu (le 19 mars) et un certain nombre de revendications ont été satisfaites. Le 22 mars, un journaliste, Igor Lara, qui avait couvert les événements pour le journal *Svoboda Slova*, a été agressé par trois inconnus, dont l'un lui a dit : « Lara ? Tu as le bonjour de Janaouzen. »

Un texte signé par 2 000 syndiqués

Depuis février 2011, un conflit est latent sur le site pétrolier de Karajanbas, détenu pour moitié par KazMunaiGaz et pour moitié par la compagnie chinoise Citic. Le responsable syndical, Kossarkhanov, a signé un protocole d'accord où il renonce à toute une série de revendications, fait main basse sur l'argent du syndicat et recrute des nervis contre les militants syndicaux.

Après avoir tenté en vain de le démettre de ses fonctions (au cours d'une assemblée générale unanime et par un texte signé par 2 000 syndiqués (plus des deux tiers), les travailleurs entament, début mai, une grève de la faim massive (plusieurs centaines), puis, le 17 mai, 2 000 travailleurs se mettent en grève. Aucune négociation n'est engagée, les travailleurs doivent se réunir aux portes de l'entreprise, ne pouvant disposer d'aucune salle. Le 26 mai, ils sont rejoints par les employés d'OzenMunaiGaz. Il y a 4 500 grévistes à Karajanbas et 8 000 à Janaouzen. Cette grève est déclarée illégale, tous les grévistes sont menacés de licenciement.

La juriste du syndicat arrêtée

Sept sont effectivement licenciés. La juriste du syndicat, Natalia Sokolova, est arrêtée le 24 mai, à la demande du président de Karajanbasmunai, Yuan Mu, et mise en garde à vue. Elle ne peut voir personne. Son mari est aussi convoqué, son appartement fouillé, ses ordinateurs et documents saisis (sans mandat de perquisition). Elle entame une grève de la faim.

"Incitation à la discorde sociale"

Plusieurs articles du Code pénal permettent la criminalisation de l'activité syndicale : l'article 164 (« incitation à la discorde sociale »), l'article 334 (« direction d'une grève illégale faisant obstacle à l'activité de l'entreprise »).

Le dimanche 5 juin, les grévistes et leurs familles manifestent

Le dimanche 5 juin, les grévistes et leurs familles manifestent. La police charge, il y a plusieurs blessés, dont l'un succombera, après plusieurs jours de coma. Trente-sept manifestants sont arrêtés, huit sont rapidement relâchés en raison de leur état de santé ; certains se sont automutilés pour protester contre leur arrestation, deux sont hospitalisés ; Sisenbaev Kuanych s'est ouvert le ventre



"Déjà, en mars 2010, 10 000 travailleurs du pétrole avaient fait grève pendant quinze jours, soutenus par la population de Janaouzen"

(comme l'avaient fait, en août dernier, des détenus dans une prison de Karaganda). Le 6 juin, il y a 2 000 manifestants à la gare routière. Le procureur reçoit les représentants des grévistes, qui exigent en premier lieu la libération de tous les emprisonnés. Les vingt-sept sont relâchés, mais restent sous le coup d'une procédure pénale. Le militant syndical Moukhtar Oumbetov et le procureur rendent visite à Kuanych et son camarade.

Les ouvriers poursuivent leur mouvement

Le 10 juin, Natalia Sokolova est condamnée à deux mois de prison ferme (jusqu'au 1^{er} août) pour « incitation à la discorde sociale » (article 164). Les ouvriers poursuivent leur mouvement ; ils mettent comme condition préalable à toute négociation la réintégration de tous les licenciés, la libération de Natalia Sokolova et la levée de toutes les poursuites engagées contre elle. Demandes soutenues par un communiqué de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples (voir Informations ouvrières, n° 153, 9 juin 2011).

Ignore-t-il que Janaouzen se trouve en plein désert ?

Le ministre du Travail et de la Protection sociale, Abdykalikov, a déclaré : « La législation du travail est respectée, le salaire minimum et les coefficients correcteurs prévus sont bien payés... On ne comprend pas pourquoi les gens demandent tout le temps des augmentations de salaires, l'augmentation des salaires, ça dépend de la productivité. » Ignore-t-il que Janaouzen se trouve en plein désert, entouré seulement de puits de pétrole ? Ignore-t-il également que rien n'y pousse, qu'il y fait jusqu'à 50° de température l'été et que l'hiver est très rigoureux et venteux ?

K. D. ■

BURUNDI

Le gouvernement contraint de suspendre la hausse du prix de l'eau et de l'électricité

Communiqué de presse du Parti des travailleurs et de la démocratie (PTD)

Le gouvernement burundais vient de suspendre la mesure de hausse du prix de l'eau et de l'électricité qu'il avait programmée, annonçant qu'il allait réexaminer la question et qu'une nouvelle décision sera soumise à l'Assemblée nationale ainsi qu'au Sénat. Le Parti des travailleurs et de la démocratie (PTD), qui s'opposait à ces hausses de prix, avait montré qu'elles étaient imposées par la Banque mondiale et qu'elles étaient liées, en même temps, à la politique de privatisation-pillage des ressources de ce pays par les multinationales. Dans un communiqué paru le 16 juin, le Parti des travailleurs et de la démocratie estime que « la suspension de la mesure de mise en application de la nouvelle hausse du prix de l'eau et de l'électricité est le produit du rejet de cette hausse par les populations à travers tout le pays. Il s'agit d'une première victoire, et cela montre que tout est possible pour que les Burundais puissent vivre et dignement. »

Pour le Parti des travailleurs et de la démocratie, « il est urgent que tous les partis politiques et toutes les forces vives de ce pays se mettent ensemble pour décider des voies et des moyens destinés à rompre avec cette politique de hausse des prix et de privatisation des ressources de ce pays au profit des multinationales, politique impulsée notamment par la Banque mondiale et le FMI ». Le PTD appelle à se rassembler autour d'une plateforme d'urgence exigeant : « L'annulation de toutes les mesures de hausse des prix ; l'arrêt des privatisations ; la mise en place d'un vaste programme de travaux publics dans tous les secteurs pour enrayer le chômage ; l'augmentation généralisée des salaires indexée sur le coût de la vie. »

Paul NKUNZIMANA ■

CÔTE D'IVOIRE

Pro-Gbagbo et pro-Ouattara responsables de "crimes de guerre"

Le rapport 2011 d'Amnesty International sur la Côte d'Ivoire revient sur les exactions commises dans ce pays, qualifiant ces violences de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité.

(Lu sur Africa.com)

Il accuse les deux camps. Il pointe également un doigt accusateur sur la Mission des Nations unies en Côte d'Ivoire (Onuci), à laquelle participent les troupes françaises. Les principaux faits rapportés par Amnesty se sont déroulés à Abidjan et à Duékoué, à l'ouest du pays. Menée pendant neuf semaines, l'enquête a recueilli une centaine de témoignages de survivants du massacre perpétré le 29 mars. Les Forces républicaines de Côte d'Ivoire (FCRI) d'Alassane Ouattara y ont massacré des centaines de civils. Appuyées par des miliciens dozos, elles ont investi le quartier du Carrefour, peuplé par l'ethnie guéré, favorable au président sortant. Selon la Croix-Rouge, 817 personnes sans défense auraient été assassinées. Un chiffre qui pourrait être plus élevé, selon Amnesty International. Amnesty parle aussi des meurtres et des viols commis tant par les partisans de Laurent Gbagbo que par ceux d'Alassane Ouattara. D'où l'accusation de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité portée contre les deux camps. Dans son rapport, Amnesty accuse la Mission des Nations unies en Côte d'Ivoire, qui, selon elle, n'a rien fait pour protéger la population. Non loin du quartier Carrefour, à Duékoué, lors des massacres, il y avait un détachement de casques bleus de l'Onuci. Ceux-ci ne sont pas intervenus. Des témoins ont fait observer que les combats avaient cessé le 29 mars, au moment des massacres. Les soldats de l'Onuci qui ont quitté leur campement ce jour-là ont visité le camp de déplacés de la mission catholique de Duékoué, en roulant sans s'arrêter devant la zone de Carrefour. Selon le directeur d'Amnesty France, Stephan Oberreit, « ils ont attendu le lendemain (après les massacres - NDLR) avant de se rendre à l'intérieur du quartier, aux côtés d'organisations humanitaires ».